

Visite d'Etat du Président kenyan William Ruto au Congo

Message du Président de la République du Kenya, William Ruto, le vendredi 7 juillet 2023, au Parlement congolais réuni en congrès, au Palais des congrès, à Brazzaville, sous la présidence d'Isidore Mvouba, Président de l'Assemblée nationale.

1. Je suis immensément ravi d'être ici ce soir dans l'auguste Parlement de la République du Congo, et hautement privilégié d'avoir le singulier honneur de vous engager dans cette voie.

2. Pour tout cela, je remercie mon frère aîné, le Président Denis Sassou N'Guesso, au nom du Gouvernement et du peuple de ce grand pays, de m'avoir invité à faire cette visite en République du Congo, et pour l'accueil chaleureux réservé à notre arrivée dans cette belle ville de Brazzaville cet après-midi. Ma délégation et moi-même avons bénéficié d'une merveilleuse hospitalité et nous attendons avec impatience la suite de notre séjour. Nous ne prenons pas votre considération pour acquise, et au nom du Gouvernement et du peuple du Kenya, je vous transmets donc notre profonde gratitude et notre appréciation.

3. L'occasion de m'adresser à cette éminente assemblée des dirigeants de cette Nation est un immense privilège pour moi et un grand honneur pour le peuple du Kenya. Cela peut être considéré comme un moment singulier dans l'histoire de nos relations bilatérales lorsque les peuples de nos deux républiques - le Kenya et le Congo – s'engagent collectivement directement dans une conversation sur des sujets importants qui comptent pour nous tous. En tant que tel, il démontre toute la force et la promesse de nos relations.

4. Le Kenya et le Congo sont unis par des valeurs partagées, des objectifs alignés et un programme commun. Chacun de nous abrite un peuple entreprenant reconnu pour son hospitalité, sa générosité, sa créativité, son audace et son dévouement à la famille. Nous sommes également attachés à l'épanouissement des familles en tant que fondements d'une Nation forte, et trouvons dans nos traditions et nos cultures des points d'ancrage efficaces pour une philosophie nationale solide.

5. Nos Nations sont devenues des phares de stabilité et de réconfort dans des régions qui ont malheureusement dû endurer plus que quiconque des tempêtes politiques, des bouleversements économiques, des tensions sociales et des crises de sécurité. Nous avons été propulsés par ces circonstances dans l'arène du rétablissement, de la consolidation de la paix et du maintien de la paix, où notre ensemble complet de valeurs et de principes a été mis à l'épreuve, au profit de nos citoyens ainsi que de nos frères et sœurs dans la région.

6. Il est profondément consternant et largement inattendu qu'en cette ère de prospérité sans précédent, de mondialisation extrêmement rapide et d'émergence de technologies et d'innovations qui semblent rendre rien impossible et tout possible, que l'humanité se trouve en proie à de multiples crises d'une complexité sans précédent. Les inégalités, les conflits et la criminalité ainsi que la triple crise planétaire bouleversent les continents, alors

que la pénurie, les pressions démographiques et d'autres difficultés mettent à rude épreuve la capacité des régions et des économies nationales à gérer la demande de services qui en résulte.

7. La concurrence mondiale se manifeste souvent de manière belle et inspirante. Tout aussi souvent, nous sommes témoins de son côté le plus rude, surtout lorsque nous vivons si près de ressources et d'opportunités rares. Quoi qu'il en soit, il est important que le Kenya et le Congo continuent de faire partie de cette communauté singulière de Nations associées à la paix, à la stabilité, à la sécurité, à la liberté, à la démocratie et à la poursuite incessante d'une prospérité inclusive pour tous nos peuples.

8. Pour que cela se produise, les dirigeants doivent accorder une attention particulière au contexte dynamique dans lequel ils articulent et mettent en œuvre leurs visions et concrétisent les aspirations du peuple, afin de tirer simultanément parti des opportunités émergentes et de gérer efficacement les menaces qui se profilent. Aujourd'hui plus que jamais, le délicat exercice d'équilibre qu'est réellement le leadership politique est devenu encore plus complexe.

9. Les priorités traditionnelles telles que la sécurité nationale, les infrastructures, l'éducation et la santé sont poursuivies dans des conditions de pauvreté croissante, d'inégalités béantes et de diminution des ressources nationales. Dans le même temps, nous ne pouvons pas nous permettre de résister ou d'ignorer l'impératif d'embrasser les opportunités et les innovations émergentes, pour faire avancer notre programme ou de nier le besoin urgent de développer la capacité de faire face efficacement à une myriade de défis nouveaux et émergents.

10. Un gouvernement typique de notre région est aux prises avec les défis d'augmenter le taux d'alphabétisation national, d'étendre les infrastructures et de créer des opportunités d'emplois, tout en gérant la dette nationale croissante. La criminalité transnationale et le terrorisme mondial sont susceptibles d'infliger des effets dévastateurs à ces efforts, ce qui rend nécessaire la mobilisation des ressources et l'engagement pour entreprendre le relèvement, alors même que des précipitations extrêmement élevées entraînent des inondations destructrices ou qu'une sécheresse sans précédent anéantit des vies et des moyens de subsistance.

11. Par consensus, l'approche traditionnelle d'un tel scénario a été de présenter les Africains et leurs Gouvernements comme des objets de pitié et des cibles de la charité des philanthropies et des aumônes multilatérales. Un cadre mondial d'institutions imprévoyantes et d'incitations rigides a rendu commode et souhaitable pour les pays africains d'endurer la subordination et l'humiliation au nom de l'aide. Cela rend également structurellement possible de sous-estimer les ressources et les opportunités réelles et potentielles de l'Afrique tout en exagérant grossièrement ses risques et ses faiblesses.

12. Ce sont les manières subtiles par lesquelles les intérêts internationaux alignés sur les institutions multilatérales profilent l'Afrique pour rendre possibles l'extraction prédatrice, la domination sociopolitique et d'autres formes d'exploitation impitoyable. Cela nous montre aussi, implicitement, comment, dans une plus ou moins grande mesure, les dirigeants

africains ont pu être complices actifs ou passifs de cet abus parasitaire. Dans cette mesure, nous avons tous les faits de mise en garde pour permettre de développer une solide compréhension de la façon de faire du développement national, régional et continental et, plus important encore, de la façon de ne pas le faire.

13. En raison de l'interaction émergente de divers facteurs critiques à divers niveaux, il est désormais possible, sinon inévitable, de développer et d'articuler une nouvelle vision de la puissance et des perspectives africaines en termes d'opportunités, de ressources et de potentiel. [Au milieu de toutes les turbulences auxquelles nous devons faire face quotidiennement, nous, en tant que dirigeants africains, avons une occasion historique unique de diriger une nouvelle ère de leadership mondial pour notre continent.](#) Il est donc important pour nous de développer une appréciation complète de cet impératif et, par conséquent, d'insuffler à nos fonctions de représentation, de contrôle et de législation, une articulation appropriée de cette compréhension.

14. L'histoire du [changement climatique, la plus grande menace pour la vie sur terre](#) aujourd'hui, est aussi l'histoire de l'industrialisation moderne et des inégalités mondiales. Le changement climatique est causé par des concentrations et des taux élevés d'émission de gaz à effet de serre, les usines de fabrication et les usines industrielles des pays industrialisés étant les coupables à l'épicentre. La hausse la plus spectaculaire des températures mondiales a commencé en 1750 et au moment où nous parlons, la terre est sur le point d'atteindre le seuil de 1,5 degrés qui, selon les scientifiques, entraînera la planète de manière irréversible sur ce que le secrétaire général des Nations Unies a décrit comme un « ***chemin vers l'enfer*** ».

15. La révolution industrielle et les phases ultérieures de l'industrialisation mondiale sont directement responsables de l'augmentation catastrophique des températures mondiales. Leur contribution écrasante à l'émission de gaz dangereux est un fait scientifique documenté.

16. Il est également amplement documenté que l'Afrique est celle qui a le moins contribué aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les 54 pays de notre continent sont responsables de moins de 4% de ces émissions. Même si l'industrialisation occidentale a été alimentée par des matières premières du Sud global, aucun de ses dividendes n'a reflué, et nous sommes restés la région sous-développée du monde ; le bénéficiaire de l'aide et une source préindustrielle d'intrants. En cette ère de changement climatique, les effets néfastes les plus fréquents et les plus dévastateurs sont ressentis de manière disproportionnée par les pays du Sud et, notamment, l'Afrique.

17. Le Centre mondial pour l'adaptation rapporte qu'entre janvier 2021 et septembre 2022 seulement, plus de 55 millions de personnes ont été touchées.

18. Le catalogue continental des catastrophes en Afrique est déchirant. Des incendies de forêt ont ravagé l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, tandis que des précipitations imprévisibles ont fait subir à près de 4 millions de personnes en Afrique australe, dans la région de la Grande Corne de l'Afrique et à Madagascar, des blessures, des pertes et des dommages. De plus, le Niger, le Soudan, le Soudan du Sud, le Mali, le Burundi, l'Afrique du Sud et le

Zimbabwe ont été inondés par des inondations destructrices alors même qu'une sécheresse d'une gravité sans précédent, après une cinquième saison consécutive de pluies manquées, a soumis la région de la Grande Corne de l'Afrique et en particulier l'Éthiopie, la Somalie, le Kenya et Madagascar à une grande détresse. De plus, des cyclones tropicaux ont dévasté le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, l'Eswatini, Madagascar et le Malawi, faisant des morts, des blessés et d'immenses dégâts dans leur sillage.

19. Le changement climatique est réel et inflige de véritables ravages à de vraies personnes dans de vrais endroits de notre continent. Depuis un certain temps déjà, les États africains utilisent les forums internationaux et les institutions multilatérales pour plaider en faveur d'un examen fondé sur les circonstances et les besoins particuliers du continent, le fait que nous ayons le moins contribué et souffert le plus, et la justification convaincante d'un engagement de les pays industrialisés à dédier une facilité à la compensation des pertes et des dommages, et à financer des actions visant à renforcer la réponse, l'atténuation et la résilience face aux effets du changement climatique.

20. Malheureusement, les engagements ne se sont pas matérialisés. Nous continuons de subir le poids du changement climatique, alors que dans le même temps, il n'y a eu aucun changement systémique dans les modèles mondiaux de production industrielle pour s'aligner sur les engagements de zéro net. Aux taux actuels, il est scientifiquement prévu que les émissions industrielles pousseront l'atmosphère dans les 1,5 derniers degrés Celsius, après quoi une apocalypse environnementale et climatique irréversible suivra qui anéantira la vie sur toute notre planète.

21. Les raisons de l'indifférence persistante des économies industrialisées et des institutions multilatérales à l'égard de la cause de l'Afrique sont multiples. Tout d'abord, il est clair que l'Afrique a été profilée comme l'éternelle victime, objet de pitié internationale et cas de charité mondiale. En conséquence, c'est une tradition de la communauté internationale de reléguer les intérêts, les perspectives et les voix africaines aux marges obscures de la politique mondiale et du discours stratégique. Le problème est que le changement climatique n'est pas un problème exclusivement africain mais une menace existentielle pour l'humanité. Malheureusement, il est abordé en termes de clivage géopolitique habituel entre le Nord et le Sud, les pays développés contre les pays en développement ou les pays riches contre les pays pauvres, simplement parce que les pollueurs nets sont d'un côté tandis que les victimes nettes sont de l'autre.

22. L'autre raison de la difficulté persistante de l'Afrique à mobiliser efficacement l'attention mondiale sur la crise climatique est purement structurelle. Les institutions internationales, qui existent pour ancrer l'action collective et la solidarité mondiale dans la poursuite de l'équité, de la justice et de la démocratie, sont incapables de respecter ces valeurs. L'ordre institutionnel d'après-guerre a été conçu pour faire face aux séquelles politiques et économiques de la Seconde guerre mondiale. Les arrangements qui en ont résulté visaient donc à mobiliser les grandes puissances de l'époque, pour se concentrer exclusivement sur la paix, la sécurité, la stabilité, la reprise économique et la prospérité de

l'Europe. Ce sont des instruments égoïstes monopolisés par un club exclusif d'États puissants, des miroirs dans lesquels ils se regardent et ne voient que quelques-uns.

23. Il faut rappeler qu'au moment où ces arrangements institutionnels ont été arrêtés, 52 États africains n'existaient pas encore. Par conséquent, notre système institutionnel multilatéral peine à prendre en compte la souveraineté africaine et est structurellement incapable de répondre aux aspirations africaines. Les miroirs ne reflètent pas les visages africains, car l'architecture est défectueuse et non africaine.

24. Je ne prétends pas que l'Afrique devrait désespérer et abandonner tout engagement dans les affaires internationales, et je ne prétends pas qu'en matière de solidarité mondiale et d'action collective, l'Afrique ait la possibilité d'abandonner. Au contraire, je soutiens qu'en tant que continent, nous avons une opportunité historique de définir une position claire, de projeter une voix forte et de délivrer un nouveau message audacieux au monde.

25. Il est temps que l'Afrique défende une nouvelle vision pour transformer l'action climatique en une croissance verte et positive pour le climat. Aucune Nation ne devrait avoir à faire face à des crises aussi fréquentes, graves et à grande échelle que la crise climatique qui assiège actuellement l'Afrique. Et aucun pays ne devrait jamais avoir à choisir entre l'action climatique et le développement national, en raison de ressources limitées.

26. Le problème fondamental de ces engagements et promesses est qu'en dépit de nos meilleures intentions et de tous nos efforts, aucun d'entre eux ne s'est concrétisé. Cela nous amène à la question qui suit inévitablement: quoi, alors?

27. Il est impératif de tenir compte du fait que le changement climatique, qui menace aujourd'hui la vie sur terre, est la conséquence d'actions et d'omissions dans lesquelles l'Afrique n'a joué aucun rôle, mais néanmoins, nous, les peuples, les communautés et les Nations d'Africains, sommes prêts à apporter une contribution significative, sinon décisive, à sa résolution. Le changement climatique est un défi mondial qui exige une action collective à l'échelle mondiale. Nous sommes dans le même bateau et cela ne peut pas être contesté en termes de blâme, d'accusation et de pointage du doigt entre le Nord et le Sud, les riches contre les pauvres, les pays développés ou en développement. La nature, l'ampleur et l'urgence de la menace nous obligent tous à mobiliser collectivement tous les actifs et ressources disponibles et à les investir dans une action climatique qui évite efficacement la catastrophe.

28. La position et l'offre de l'Afrique sont que nous sommes capables et désireux de faire pleinement notre part et d'engager nos propres actifs, y compris les ressources minérales, les ressources énergétiques, la capacité agricole et le capital naturel, pour promouvoir le programme mondial de décarbonisation. L'Afrique est le continent jeune, propre et vert du futur.

29. Il ne fait aucun doute que le continent africain est doté d'abondantes sources d'énergie propre. Selon l'Agence Internationale de l'Energie, l'Afrique possède 60% des meilleures ressources solaires au monde, mais ne dispose que de 1% de la capacité solaire

photovoltaïque installée. L'IRENA estime que l'Afrique a un potentiel solaire de 7.900 GW et un potentiel éolien de 461 GW, l'Algérie, l'Éthiopie, la Namibie et la Mauritanie possédant le plus grand potentiel. Le seul système du Fleuve Congo aurait un potentiel de production d'énergie hydroélectrique allant jusqu'à 100.000 MW. La capacité totale installée sur l'ensemble du continent approche à présent les 250 GW, toutes technologies confondues.

30. L'actualisation de cet immense potentiel d'énergie propre permettra de remédier à la grande pauvreté énergétique qui a laissé 600 millions de personnes en Afrique sans accès à l'électricité. Il stimulera également la croissance verte de l'Afrique, tout en soutenant les besoins mondiaux en énergie renouvelable, notamment par la production et l'exportation d'hydrogène vert. La reconnaissance et l'action décisive pour concrétiser cette possibilité sont également fermement alignées sur l'appel de la présidence de la COP28 à tripler la capacité renouvelable d'ici 2030, puis à la doubler d'ici 2040.

31. Il est également universellement reconnu que les pays africains disposent de minéraux essentiels dont le monde a besoin pour progresser dans la lutte contre l'urgence climatique. Par exemple, plus de 60% des réserves mondiales de cobalt se trouvent en Afrique. À eux deux, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe détiennent plus de 90% des réserves mondiales de métaux du groupe du platine. Ces ressources minérales peuvent être traitées et livrées en Europe de manière plus efficace et compétitive que d'autres alternatives mondiales. Qu'il s'agisse du potentiel de traitement du carbonate de lithium au Ghana et en Namibie, du traitement du sulfate de manganèse en Afrique du Sud ou du traitement du sulfate de nickel en Tanzanie, l'Afrique se distingue par ses coûts nettement compétitifs par rapport à ses concurrents les plus proches. De plus, une énorme économie d'émissions reviendrait au monde entier, grâce à l'élimination résultante de la nécessité de transporter des matières premières vers la Chine, puis de transporter des produits vers l'Europe.

32. En termes simples, le potentiel agricole de l'Afrique est énorme, nous avons les ressources pour soutenir la production au-delà du double de notre production céréalière actuelle, car nous restons avec 65% des terres arables non cultivées dans le monde, selon la Banque Africaine de Développement.

33. Pour compléter cet aperçu du potentiel africain, il est essentiel de souligner l'abondance du capital naturel du continent qui est prêt à être exploité en tant que puits de carbone pour le monde. Un tiers du potentiel mondial de séquestration supplémentaire du carbone peut confortablement être soutenu par les puits de carbone africains.

34. Le message est donc très clair. D'après les possibilités décrites ci-dessus, il est évident que le temps est venu pour le discours mondial de regarder l'Afrique avec un regard neuf et de voir une nouvelle place et un nouveau rôle pour elle : une Afrique de promesses, d'opportunités et un continent qui se tient prêt à offrir des un leadership et des solutions efficaces qui permettront non seulement à l'humanité d'éviter sa pire menace existentielle, mais aussi d'inaugurer une nouvelle ère d'abondance partagée basée sur une transition juste vers une industrialisation verte et une prospérité durable. Cela commence par la

reconnaissance de l'immense potentiel de la combinaison unique de l'Afrique d'une main-d'œuvre croissante, de vastes terres et de ressources naturelles, et d'un vaste potentiel de production d'énergie renouvelable, en particulier pour soutenir une décarbonation mondiale agressive et accélérer la course au net zéro, et au-delà.

35. Le pouvoir du potentiel réside dans l'abondance implicite d'opportunités. Le potentiel de l'Afrique, cependant, implique une telle multiplicité d'opportunités pour un large éventail de parties prenantes. S'y engager de manière durable est la garantie de transformer radicalement le développement mondial, de redéfinir l'efficacité et la productivité et d'ancrer une ère nouvelle, inclusive, juste et écologiquement responsable de l'histoire humaine.

36. Nous ne manquons pas d'opportunités pour que l'investissement privé participe à ce moment singulier de l'histoire de la transformation mondiale. Un aperçu général de ces possibilités en ferait un document très long. Néanmoins, je pense qu'il est important de mentionner quelques illustrations saillantes, juste pour donner un aperçu de ce qui nous attend sur le jeune continent vert du futur.

37. Une autre opportunité qui devrait être poursuivie avec un plus grand engagement est un cadre pour utiliser des mécanismes d'échange de carbone équitables et à juste prix entre gouvernements.

38. Les initiatives et les entreprises cherchant à concrétiser l'énorme potentiel africain ne commenceront à prendre de l'ampleur que lorsque la communauté internationale se ralliera pour surmonter ses coûteuses hésitations et se décidera à poursuivre diverses innovations pour débloquer des financements et des investissements.

39. Par exemple, il est possible de réduire le coût du capital pour l'investissement en Afrique de 33% d'ici 2025, en rendant disponibles les données de notation de crédit, en développant des instruments de garantie intelligents réactifs et en débloquent des financements concessionnels supplémentaires pour combiner les capitaux privés.

40. Pour ancrer l'actualisation globale des engagements transformateurs d'une manière qui réponde aux aspirations et aux besoins de développement de l'Afrique, nous plaidons fermement pour l'adoption et la mise en œuvre intégrale de l'Initiative de Bridgetown. Nous croyons que la seule voie vers la création d'institutions justes pour ancrer la croissance mondiale pour la prochaine phase du développement international est amplement exposée dans le programme de réforme de l'Initiative de Bridgetown pour les banques multilatérales de développement. Nous avons l'occasion de procéder à un examen complet et à une refonte du mécanisme d'évaluation de la viabilité de la dette du Cadre commun et du Fonds monétaire international, afin de l'aligner sur des solutions pérennes.

41. En résumé, voici la proposition : une réponse positive à l'invitation de l'Afrique à la communauté internationale d'investir dans et avec les communautés et les économies africaines permettra au continent d'apporter plus facilement et plus rapidement sa pleine contribution à la réalisation d'un développement inclusif et une prospérité durable ancrée sur une industrialisation verte qui transformera la planète entière.

42. Prises ensemble, ces mesures, dans notre vision, débloqueraient de nouveaux investissements et flux financiers vers l'Afrique, déclencheraient une décarbonation agressive et une fabrication verte, libéreraient des marchés et réduiraient les émissions mondiales.

43. Ce moment nécessite une action collective à une échelle et avec une urgence sans précédent et dépourvues de distinctions traditionnelles entre le Nord et le Sud, l'Est ou l'Ouest, les émetteurs faibles et les émetteurs élevés, ou les riches contre les pauvres. C'est un moment d'inclusion globale où nous devons accueillir toutes les parties prenantes, y compris les secteurs public et privé, les organisations philanthropiques et de la société civile, ainsi que les communautés locales et autochtones, avec des opportunités gratuites de participation et de contribution significatives. C'est le moment pour le monde entier de s'unir et de sauver le monde.

44. Aucun d'entre nous aujourd'hui n'a la liberté de se détourner du fait que de nombreux pays africains sont déjà surendettés (22) ou courent un risque élevé d'être surendettés (9) alors que 13 et 17 pays sont classés comme présentant respectivement un risque élevé ou modéré de surendettement. La situation désastreuse est aggravée par les chocs économiques continus résultant de la pandémie de Covid-19 et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale occasionnées par la guerre en Ukraine. En conséquence, de nombreux gouvernements africains ont une capacité limitée à entreprendre des réponses efficaces à la crise climatique, que ce soit de manière réactive ou proactive. Les pertes, dommages et perturbations infligés par les chocs climatiques dont la fréquence et la gravité ne cessent d'augmenter exigent inévitablement des dépenses plus importantes, ce qui aggrave la situation financière. Une action urgente est nécessaire pour fournir un allègement de la dette et une augmentation des liquidités aux gouvernements africains.

45. Les pays à faible revenu sont continuellement confrontés à des options brutalement limitées, lorsqu'il s'agit d'investir dans l'action climatique, compte tenu du fardeau de la dette et des niveaux de liquidité existants. Les pays africains doivent plus de 640 milliards de dollars à des créanciers publics et privés, notamment des banques multilatérales, des créanciers privés et des prêteurs bilatéraux. Le service de la dette (c'est-à-dire les paiements d'intérêts) devrait dépasser 70 milliards de dollars en 2022. Ce qui équivaut à environ 24% du PIB des pays africains. Les pays africains dépensent plus pour le service de la dette que pour les dépenses de santé. Nous avons atteint le point où la dette et le bien-être s'excluent mutuellement, et c'est une question de justice fondamentale.

46. Ces défis économiques et financiers, associés au changement climatique, continuent de pousser les gouvernements africains vers une plus grande instabilité macroéconomique et plus près du surendettement. Les pays à revenu faible ou intermédiaire sont désormais confrontés à la charge budgétaire supplémentaire que représente la tentative de se remettre de crises climatiques de plus en plus fréquentes et coûteuses. La Banque Mondiale a évalué les dommages du cyclone Freddy au Mozambique à 1,53 milliard de dollars, soit environ 10% du PIB du pays. La Banque Mondiale, elle-même, a fourni 150 millions de dollars d'aide au Mozambique, dont les deux

tiers sous forme de capital de subvention et un tiers, soit 50 millions de dollars supplémentaires de dette, alourdissant ainsi encore le fardeau de la dette du pays. Après les inondations du Pakistan aux troisième et quatrième trimestres de 2022, le monde s'est réuni de manière inspirante. En janvier 2023, le Pakistan a obtenu des promesses de dons totalisant plus de 10,5 milliards de dollars, pour soutenir la reconstruction du pays. Le défi, cependant, est que 8,7 milliards de dollars de ce soutien se présentent sous la forme de prêts. Bien que ces prêts soient hautement concessionnels, avec des taux d'intérêt très favorables, ils augmenteront tout de même l'encours total de la dette extérieure du Pakistan, qui s'élevait à 130 milliards de dollars en 2021.

47. Pour naviguer dans les turbulences de développement et les tempêtes économiques qui en résultent, les pays africains doivent disposer de l'espace financier nécessaire pour réagir à ces crises climatiques. Dans le même temps, nous devons investir davantage dans le renforcement des infrastructures et la préparation aux crises futures, ainsi que dans l'atténuation des émissions. Pour que l'Afrique contribue de manière significative à l'action climatique mondiale, nous devons mettre fin au cycle dans lequel chaque crise émergente aggrave la position de la dette de l'Afrique. Il est donc clair que si nous ne résolvons pas le problème de la dette, il sera impossible de faire face à la crise climatique.

48. L'Afrique appelle donc à une action mondiale collective pour mobiliser tous les capitaux nécessaires à l'investissement dans le développement, l'adaptation au climat ainsi que des mesures couvrant l'atténuation, ainsi que les pertes et dommages. Ce faisant, nous restons fermement alignés sur la reconnaissance, si clairement affirmée et confirmée lors du Sommet de Paris par l'unanimité croissante, pour exiger un nouveau pacte financier mondial, qu'aucun pays ne devrait jamais avoir à choisir entre ses aspirations de développement et l'action climatique. Nous considérons que ce qui suit est indispensable pour atteindre le rythme, la portée et l'échelle nécessaires.

49. Notre position amplifie l'appel à la mise en œuvre intégrale de toutes les mesures énoncées dans le résumé du Président de l'UA au Sommet de Paris, et, plus particulièrement, la réforme de la banque multilatérale de développement en termes de capital et de déploiement, afin d'augmenter les concessions disponibles en termes de capital, par exemple en réorientant les droits de tirage spéciaux.

50. En plus d'une action accélérée sur la mise en place d'un nouvel instrument, nous plaidons également pour un élan continu sur la conduite des réformes globales des BMD. L'un des éléments de ces réformes doit être l'assurance d'une voix africaine plus forte autour de la table, lorsqu'il s'agit de réformes financières mondiales. Au Fonds Monétaire International, l'Afrique compte le plus de membres, le plus de programmes, seulement 6,5% des actions avec droit de vote. À la Banque Mondiale, le plus grand nombre de pays considérés comme éligibles à l'aide internationale au développement sont africains, et les bénéficiaires du montant le plus élevé de la plupart des prêts de l'IDA viennent d'Afrique, mais cumulativement, les pays africains ne détiennent que 11% des actions avec droit de vote dans ces institutions. Cette marginalisation systématique doit être combattue. Il est temps, pour nous, de faire entendre notre voix et d'assurer des changements au cadre et aux systèmes financiers qui profitent vraiment à l'Afrique.

51. C'est en reconnaissance de cet impératif urgent de réforme que je me tiens ici pour exprimer mon soutien le plus ferme et mes plus chaleureuses félicitations à Son Excellence le Président et au Gouvernement de la République du Congo, pour avoir accueilli avec succès le Comité des dix Chefs d'État de l'Union Africaine sur la réunion sur la réforme de l'ONU (C-10) à Oyo. Il est essentiel, pour nous, de développer une stratégie et une position communes concernant ces réformes fondamentales.

52. Afin d'assurer une mobilisation et un déploiement accrus des capitaux mondiaux pour faire face aux crises mondiales du changement climatique et du développement, il est temps d'étendre la boîte à outils sur la gestion de la dette souveraine au-delà du Cadre commun et d'en développer une nouvelle capable d'étendre la durée de la dette souveraine, et incorporant une période de grâce de 10 ans avec paiement différé.

53. Un deuxième objectif de l'action collective multilatérale devrait viser à introduire de nouveaux instruments mondiaux universels pour mobiliser des revenus supplémentaires de 3.500 milliards de dollars. Nous sommes d'avis qu'à cet égard, la priorité doit être accordée aux instruments qui font payer les pollueurs, notamment une taxe mondiale sur les transports aériens et maritimes, une taxe mondiale sur les transactions financières (TTF) et une taxe mondiale sur les combustibles fossiles, FFT.

54. L'avantage de cette approche est que ces instruments sont universellement appliqués, les ressources étant administrées par une nouvelle organisation mondiale égale à une Banque verte mondiale, et déployées à l'échelle mondiale en faveur d'une croissance verte et d'un développement favorable au climat.

55. La gouvernance de la nouvelle Banque sera indépendante des intérêts nationaux et les décisions seront fondées sur les meilleures données scientifiques disponibles sur le climat.

56. Le résultat du cas que je vous ai soumis, distingués membres de cette grande assemblée, est que nous avons l'occasion de collaborer efficacement sur une question d'importance mondiale fondamentale et de fournir, pour nos peuples et l'humanité en général, une solution qui permet à l'humanité d'éviter une catastrophe et facilite l'émergence de l'Afrique en tant que leader mondial dans [un nouvel ordre industriel vert](#).

57. Je suis convaincu que vous comprenez cette perspective et que vous partagez un sentiment d'urgence quant à la nécessité de résoudre les multiples crises auxquelles nous sommes confrontés aux niveaux national, régional et mondial, dans la mesure où elles sont liées au changement climatique. Pour cette raison, je suis convaincu que la proposition que j'ai esquissée ci-dessus recevra votre soutien, et que vous contribuerez ainsi à développer, défendre et concrétiser une nouvelle vision de l'industrialisation mondiale, ancrée sur la croissance verte, menée par l'Afrique.

58. Chez nous en Afrique, il reste beaucoup à faire en termes d'accélération de l'intégration, pour atteindre l'échelle et d'intensification de la connectivité, en investissant dans diverses modalités d'infrastructure, pour créer un marché homogène et efficace de 1,4 milliard de personnes et, en débloquent le libre-échange, le développer au-delà de son

niveau actuel de PIB de 3.400 milliards de dollars. Je suis un fervent partisan du libre-échange et je le préconise comme le moyen par lequel nous pouvons garantir à notre continent, les meilleures chances de parvenir rapidement à la prospérité. Je crois que l'âme du libre-échange est le moyen d'échange et, par conséquent, que les obstacles existants à la facilité des paiements et des règlements transfrontaliers au sein de notre continent sont tout simplement insoutenables. En fait, je souhaite profiter de cette occasion pour réitérer ma ferme conviction que le moment est venu, pour nous, de mettre en œuvre le système panafricain de paiement et de règlement, le PAPSS, pour faciliter le paiement instantané dans un cadre simplifié sur tout le continent, et en tant que précurseur d'une monnaie panafricaine. Nous devons être prêts à accepter le changement à ce niveau, si nous voulons installer des amortisseurs financiers et économiques à la croissance africaine pour la protéger d'une dépendance excessive au dollar américain.

59. J'ai présenté ce dossier élaboré en faveur [d'une nouvelle vision d'une croissance verte et positive pour le climat, dirigée par l'Afrique](#) pour une raison importante : la parole de ce Parlement est le bon endroit et c'est maintenant le bon moment pour engager les dirigeants africains, dans le but de mobiliser une position africaine ferme sur des questions directement liées à nos aspirations collectives en tant que continent, à notre intérêt national et au bien-être de notre peuple.

60. Je me présente devant vous en tant que décideur politique, afin d'obtenir votre assurance qu'au cours de vos délibérations capitales, l'urgence de ce moment de l'histoire de l'humanité est intégrée dans les stratégies et programmes d'action. Je suis convaincu qu'il s'agit du forum le plus approprié pour amplifier et développer un récit radical et y intégrer un nouveau message qui présente l'Afrique comme le leader mondial d'une nouvelle ère industrielle. Vous avez un rôle fondamental ainsi que la capacité et les moyens de contribuer, de manière significative, à l'émergence d'un nouveau discours qui affirme en Afrique un continent regorgeant d'opportunités et de ressources nécessaires pour conduire une prospérité mondiale sans précédent à la fois propre, juste et inclusive.

61. Je suis intimement persuadé que les instances délibératives comme cette maison, qui ancrent le discours national sur les valeurs fondamentales, tout en l'alignant sur les aspirations collectives du peuple, sont le cadre approprié et approprié pour cette conversation. En effet, les représentants du peuple sont réunis ici, avec pour mandat de veiller à ce que leurs souhaits soient portés au-delà de la politique nationale, vers des plates-formes régionales, continentales et mondiales, tandis que dans le même temps, un processus inverse d'enrichissement a lieu pour renforcer les agendas locaux.

62. La position de l'Afrique doit donc être la position de chaque homme, femme et enfant dans chaque pays de ce continent. C'est ainsi que nous placerons toute action collective sur le socle solide de la délibération collective, fonction civique vitale de raisonner ensemble. En fin de compte, c'est ainsi que nous garantissons que toutes nos institutions et politiques reflètent et expriment nos valeurs, qu'elles sont justes et inclusives et donc efficaces et durables.

63. En conclusion, je saisis cette occasion pour signaler à cette Assemblée que [le travail de définition et d'affinement d'une position africaine commune progresse vigoureusement](#). Du 4 au 6 septembre, à Nairobi, j'accueillerai le Sommet Africain sur le Climat, en collaboration avec l'Union Africaine. Le Sommet sera notre conclave préparatoire en prévision du bilan mondial COP 28 à Dubaï plus tard dans l'année.

64. Je vous invite tous à accompagner Son Excellence le Président Sassou N'Guesso et à vous préparer à participer activement à cet événement historique. Nous mettons tout en œuvre, pour vous offrir un sommet dont vous serez fiers. Le travail d'actualisation de la vision panafricaine d'une Afrique indépendante, souveraine, forte et prospère se poursuit ainsi.